

LES CONSOMMATIONS DE BOISSONS DE 1955 A 1957

par

Jean ALBERT

La présente note décrit brièvement l'évolution des quantités et des valeurs des différentes boissons consommées en France, de 1955 à 1957. Elle constitue une mise à jour de l'étude de M. H. Brousse, publiée par le C. R. E. D. O. C. en 1956 et consacrée à la période 1950 à 1955 (1).

Pour 1955 et 1956, les estimations retenues ont été établies par M. H. Brousse. Nos sources pour 1957 sont indiquées en annexe. Le lecteur se reportera à l'étude citée pour toutes précisions concernant les définitions et les méthodes. Rappelons seulement que les consommations d'eau ordinaire et de lait sont écartées du champ de cette note ; celles de café, de thé et de cacao ne seront touchées qu'accessoirement.

I. — LES QUANTITÉS ET LES PRIX (2)

Les vins (tableau I).

La succession de deux mauvaises récoltes métropolitaines domine le marché du vin pendant la période que nous envisageons. Alors que la récolte normale permet la fabrication de 60 millions d'hectolitres, la production de 1956 n'était que de 50 millions, et celle de 1957 de 32,5 millions d'hectolitres.

Grâce au jeu des stocks et des importations en provenance de l'Algérie, ces niveaux n'ont pratiquement pas eu d'effet sur les quantités consommées, qui, de 1955 à 1957 n'ont varié que dans d'étroites limites. Ils ont eu, par contre, une influence déterminante sur les prix. A la production, les prix n'ont cessé de monter au cours de la période étudiée ; à la consommation, la hausse, contenue avec peine en 1956 est devenue spectaculaire en 1957 (près de 50 % du début à la fin de l'année), plaçant le niveau moyen des prix de l'année entière plus de 10 % au-dessus du niveau correspondant de 1956.

Cette constance des quantités consommées résulte de la combinaison de deux mouvements de sens contraire. Alors que la consommation des producteurs diminuait de près de 20 % pendant ces deux années, la commercialisation portait sur des quantités en hausse de 6,5 %. La **consommation des producteurs** est mal connue, mais la tendance révélée par les chiffres que nous avons repro-

(1) La Consommation des Boissons en France. « Annales de Recherches et de Documentation sur la Consommation », 2^e année, n° 3, juillet-septembre 1956, numéro épuisé. Une nouvelle édition refondue et mise à jour, paraîtra dans le second semestre de 1958.

(2) Tableaux I à VI : Toutes les données concernant les prix sont rassemblées dans le tableau VI.

duits dans le tableau I ne semble pas douteuse (1). Nombreux sont les petits producteurs qui ne récoltent, en année normale, que la quantité nécessaire à leur consommation familiale : on peut penser qu'ils auront souffert des mauvaises récoltes, autant, sinon plus, que les récoltants moyens et grands.

D'autre part, le **secteur commercialisé** nous présente le paradoxe d'une augmentation de plus en plus rapide des consommations, malgré des prix en forte hausse sur un marché menacé de pénurie.

Considérons d'abord les **champagnes** et les **vins doux naturels** qui obéissent à des lois particulières.

Les champagnes dont la fabrication exige de longs délais et donc un stockage important, sont peu dépendants des aléas atmosphériques, et leur fonction parmi les autres boissons est particulière. Ces deux dernières années ont vu un accroissement très rapide des quantités consommées en France (35 % en deux ans).

Les vins doux naturels apparaissent de plus en plus comme un substitut parfait des apéritifs à base de vin. Echappant aux lourds droits qui pénalisent ces derniers, ils bénéficient d'une demande croissante dont la pression élève peu à peu leurs prix, sans pourtant leur faire atteindre encore le niveau qui la découragera.

Restent à considérer les **vins courants** et les **vins d'appellation d'origine contrôlée** (autres que champagne et vins doux naturels), auxquels nous assimilons les **vins d'Alsace**. Nous assistons à un renversement radical des conditions du marché, instaurées depuis plus de six ans.

Depuis 1950, la consommation de vins s'est accrue, favorisée par des prix stables ou en baisse alors que les revenus disponibles augmentaient (2). Les consommations se portaient vers des vins à degrés plus élevés et vers les vins d'appellation contrôlée. En 1956 et 1957, c'est en dépit d'une hausse des prix de plus en plus forte et rapide, que l'on assiste au maintien et même à l'accélération de l'accroissement des quantités consommées.

Le seul effet de la hausse des prix semble avoir été de décourager la demande de vins d'appellation contrôlée dont la consommation en 1957, est de 10 % inférieure à ce qu'elle était en 1956. Mais dans la même année, les vins courants, en même temps qu'une augmentation des prix qui dépasse 10 %, connaissent une augmentation des quantités qu'on peut évaluer à plus de 5 %.

Cette augmentation des vins courants est inférieure à celle que révèle la statistique des vins soumis aux droits de circulation qui sert de base à toutes les évaluations et qui atteint 8 % en 1957. On sait que les droits de circulation signalent surtout les livraisons de vins aux détaillants ou aux restaurants et cafés (3). En période normale, et si l'on tient compte du climat de stabilité et même de baisse des prix qui régnait de 1950 à 1955, il était légitime d'assimiler la consommation aux livraisons au stade final de la distribution : les stocks restaient constants à un niveau très faible. Cette assimilation n'est plus admissible en 1957 et nous sommes en droit de penser que l'accroissement des quantités de vins soumis aux droits de circulation est dû, pour une part non négligeable, à un alourdissement des stocks du détail. L'accroissement que nous retenons pour 1957, soit 5,3 % conduit à une augmentation des stocks du détail d'environ 1,2 million d'hectolitres, ce qui nous semble raisonnable en face des quelque 440 000 points de ventes (4).

L'augmentation de plus de 5 % des achats des consommateurs reste considérable. Cependant, avant de conclure à la constitution des stocks chez les particuliers, il faut tenir compte de deux faits, dont le premier surtout est important. Une demande nouvelle est apparue sur le secteur commercialisé : celle des petits producteurs dont la récolte n'a pas suffi à couvrir les besoins familiaux ; elle explique à elle seule près de la moitié de l'accroissement des ventes. En second lieu, les vins courants ont pu bénéficier d'un déplacement de la demande

(1) Ces chiffres sont fondés sur les déclarations des récoltants, enregistrées par l'Administration des Contributions Indirectes.

(2) Le vin courant est un des rares produits dont les prix aient diminué au plus fort de la dépréciation du franc en 1951.

(3) Les droits de circulation signalent aussi les livraisons directes des producteurs aux particuliers, mais la part de ce circuit direct est relativement faible.

(4) Ce chiffre comprend tous les débits de boissons, tant à emporter qu'à consommer sur place.

TABLEAU I
VINS : Quantités consommées

	Quantités en milliers d'hectolitres			Variations annuelles		
	1955	1956	1957	1956 (1955=100)	1957 (1956=100)	1957 (1955=100)
Vins commercialisés						
Vins courants	42.877	43.429	45.719	101,3	105,3	106,6
Vins d'Appellation d'Origine Contrôlée						
Champagnes *	207	250	280	120,8	112,0	135,3
Vins doux naturels	345	394	456	114,2	115,7	132,2
Autres vins A.O.C.	2.914	3.155	3.017	108,3	95,6	103,5
Vins d'Alsace	350	460	255	131,4	55,4	72,9
Total des vins commercialisés	46.693	47.688	49.727	102,1	104,3	106,5
Autoconsommation des Producteurs	14.469	13.154	11.826	90,9	89,9	81,7
Total des vins	61.162	60.842	61.553	99,5	101,2	100,6
* Champagnes (en millions de bouteilles)	25,8	31,3	35,3			

orientée, l'année précédente, vers les vins d'appellation d'origine contrôlée et les vins d'Alsace. L'accroissement net de la consommation de vins courants ne dépasse donc que de peu celui constaté pendant les années antérieures : cette seule permanence malgré une hausse considérable des prix suffit d'ailleurs à notre étonnement.

Les apéritifs (tableau II).

La classification généralement admise des boissons alcoolisées traduit davantage les modalités de perception des taxes fiscales que les fonctions attribuées par les consommateurs à ces boissons. C'est ainsi que, sous la dénomination d'« apéritifs » on range à côté des apéritifs à base de vins et d'alcool, les vins de liqueurs mais non pas les vins doux naturels. A suivre la définition formelle, il semblerait que la consommation de boissons alcoolisées dites apéritives et prises habituellement avant le repas diminue. La raison en serait la cascade de taxes et de surtaxes qui les frappent. La diminution des consommations d'apéritifs à base de vin est en effet remarquable ; elle se poursuit depuis l'instauration en 1953 d'une surtaxe de 30 000 F venant s'ajouter au droit général de 86 000 F par hectolitre d'alcool pur qui pèse sur tous les spiritueux. Elle semble s'amortir cependant (12 % de 1953 à 1956, 8 % de 1956 à 1957). Mais cette diminution est plus que compensée par l'accroissement, non moins remarquable des vins de liqueurs et surtout des vins doux naturels, qui avec la progression lente mais continue des consommations d'apéritifs anisés (malgré une surtaxe de 60 000 F par hectolitre d'alcool pur), maintient sur une ligne ascendante les consommations de boissons dites apéritives.

Eaux-de-vie, rhums, liqueurs (tableau III).

La consommation totale est pratiquement stationnaire, du moins si l'on accepte les indications, peu précises il est vrai, concluant à une diminution des eaux-de-vie distillées en fraude à la suite des mauvaises récoltes de raisins et de pommes à cidre. Les eaux-de-vie consommées en franchise de droits (bouilleurs de cru) ont connu une légère baisse en 1956 par rapport à 1955, et se sont maintenues à ce niveau en 1957. La consommation de rhum a un comportement singulier : elle augmente fortement en 1956 (14,2 %), puis diminue ensuite légèrement (3 %) en 1957 sous l'influence d'une forte hausse de prix (16 %) (1). Les eaux-de-vie commercialisées connaissent une augmentation très régulière d'environ 5 % par an. Les ventes de Cognac et d'Armagnac augmentent rapidement. Elles bénéficient de la recherche de produits de qualité supérieure, conséquence de l'augmentation du niveau de vie, ainsi que de la pénurie et de la hausse des prix des eaux-de-vie de cidre.

La bière et le cidre (tableau IV)

La consommation de bière en 1956 est en faible augmentation (3,5 %), mais connaît en 1957 un accroissement extraordinairement rapide (16,4 %) que n'explique ni l'évolution des prix, demeurés constants, ni les conditions atmosphériques de l'année. La demande supplémentaire s'est portée principalement sur les bières à degrés élevés et sur les bières consommées au café. Cette orientation explique qu'à prix constants, une augmentation des quantités consommées de 16,4 % ait pu entraîner un accroissement de près de 20 % des dépenses des consommateurs (cf. tableau VIII).

Chute rapide des quantités, et surtout des quantités consommées par les producteurs ; augmentation des prix, et surtout du prix à la production : tels sont les deux traits qui marquent la consommation du cidre pendant ces deux dernières années.

Les boissons non alcoolisées (tableau V)

Totalisant 10,2 millions d'hectolitres, volume comparable à ceux de la bière ou du cidre, les boissons non alcoolisées tiennent une place non négligeable sur le marché des boissons. Elles sont en accroissement rapide. Comme pour la

(1) La production aurait également diminué pendant cette dernière année.

TABEAU II
APÉRITIFS : Quantités consommées

	Quantités en milliers d'hectolitres			Variations annuelles		
	1955	1956	1957	1956 (1955=100)	1957 (1956=100)	1957 (1955=100)
Apéritifs à base de vins	562	497	460	88,4	92,5	81,8
Apéritifs à base d'alcool						
Anisés	255	273	286	107,1	104,8	112,2
Amers	85	85	80	100,0	94,1	94,1
Vins de liqueurs	63	65	74	103,2	113,7	117,5
Total des Apéritifs	965	920	900	95,3	97,8	93,3
Total comprenant les vins doux naturels	1.310	1.314	1.356	100,3	103,2	103,5

TABLEAU III

EAUX DE VIE, RHUMS, LIQUEURS : Quantités consommées

	Quantités en milliers d'hectolitres			Variations annuelles		
	1955	1956	1957	1956 (1955=100)	1957 (1956=100)	1957 (1955=100)
Consommation taxée						
Eaux de vie						
- Cognac	59	74		125		
- Armagnac	15	25		167		
- Eaux de vie de marc et de vin	60	60		100		
- Eaux de vie de cidre	56	50		89		
- Autres eaux de vie	101	98		97		
Total	291	307	324	105,5	105,5	111,3
Rhums	319	365	354	114,4	97	110,9
Liqueurs et crèmes de cassis	72	75	80	104,2	106,7	111,1
Total de la consommation taxée	682	747	758	109,6	101,4	111,2
Consommation déclarée et exonérée (Autoconsommation)	406	392	392	96,6	100	96,6
Fraude (estimation)	450	450	400	100	88,9	88,9
Total des Eaux de vie, Rhums, Liqueurs	1.538	1.589	1.550	103,3	97,5	100,8

TABLEAU IV
CIDRE et BIÈRE : Quantités consommées

	Quantités en milliers d'hectolitres			Variations annuelles		
	1955	1956	1957	1956 (1955=100)	1957 (1956=100)	1957 (1955=100)
Cidre						
- commercialisé	3.525	2.889	2.853	81,9	98,7	80,9
- autoconsommé	11.500	10.500	9.500	91,3	90,5	82,6
Total : Cidre	15.025	13.389	12.353	89,1	92,3	82,2
Bière						
- à 5°	5.973	6.548	(8.040)	109,6	122,8	134,6
- à 3,5°	4.741	4.714	(5.380)	99,4	114,1	113,5
- à 2°	1.166	1.090	(1.000)	93,5	91,7	85,8
- à 1,2°	218	167	(150)	76,6	89,8	68,8
Total : Bière	12.098	12.519	14.570	103,5	116,4	120,4

TABLEAU V
BOISSONS NON ALCOOLISÉES : Quantités consommées

	Quantités en milliers d'hectolitres			Variations annuelles		
	1955	1956	1957	1956 (1955=100)	1957 (1956=100)	1957 (1955=100)
Eaux minérales	6.755	6.893	7.800	102,0	113,2	115,5
Jus de fruits	200	264	344	132,0	130,3	172,0
Boissons gazeuses	1.801	1.898	2.078	105,4	109,5	115,4
Total Boissons non alcoolisées	8.756	9.055	10.222	103,4	112,9	116,7

**TABLEAU VI : CONSOMMATION MOYENNE PAR PERSONNE PO
DE LA CONSOMMATION MOYENNE PAR PERSONNE**

Catégorie socio-professionnelle	Exploitants agricoles	Salariés agricoles	Industriels gros commerçants	Artisans	Petits commerçants	Prof. libérale et cadre supérieur
Nombre de ménages	2831	723	243	894	1120	697
Nombre moyen de personnes par ménage	4,0	3,7	3,6	3,3	3,1	3,6
CONSOMMATIONS ALIMENTAIRES						
A. Achats						
Produits à base de céréales	106,7	91,8	101,5	94,0	92,5	104,5
Légumes	24,4	43,6	157,7	110,3	135,9	176,9
Fruits	35,6	42,4	161,0	101,7	132,2	206,8
Viandes	64,0	62,8	136,8	107,0	116,5	139,7
Volailles, oeufs, poissons	67,2	54,2	161,5	114,5	131,3	163,9
Lait, fromage	42,7	66,3	155,1	101,2	110,2	142,7
Beurre, huile, graisses	57,7	75,3	108,3	100,0	106,2	112,4
Autres prod. aliment.	106,1	91,8	112,2	93,8	87,7	106,1
Boissons alcoolisées	61,3	64,8	94,3	100,0	104,5	110,2
Boissons non alcoolisées	86,5	71,2	184,6	90,4	101,9	111,5
Total Achats	65,0	67,0	133,5	102,4	112,1	135,7
B. Repas et consommations pris à l'extérieur	23,5	23,5	286,2	82,3	156,8	184,2
C. Autoconsommation et autofournitures (prix de détail)	339,0	129,3	21,9	54,3	111,6	14,0
Total alimentation	101,1	73,7	124,6	94,9	113,9	120,9
CONSOMMATIONS NON ALIMENTAIRES						
Habillement	74,6	59,7	177,2	95,7	124,7	212,9
Loyer et charges	105,7	32,3	242,4	114,6	183,6	305,7
Equipement du logement	68,1	55,2	127,6	93,1	106,0	205,2
Fournitures et énergie	51,8	52,9	156,0	108,9	153,9	173,3
Hygiène et soins	83,6	56,2	180,1	95,9	154,8	209,6
Transports - vacances	57,5	26,2	314,4	129,9	224,7	411,6
Culture et loisirs	51,6	43,3	156,1	93,6	117,2	430,0
Dépenses diverses	67,4	48,8	195,4	107,0	140,0	321,0
Total non alimentaire	69,6	47,0	198,0	105,3	152,9	279,7
Consommation totale nette	84,2	59,4	163,9	100,4	134,8	206,0
Impôts personnels	27,4	5,9	884,0	176,4	315,6	758,5

CHACUNE CATEGORIE SOCIO-PROFESSIONNELLE EN POURCENTAGE
 POUR L'ENSEMBLE DE LA POPULATION

Cadres -noyons	Employés	Contre- maitres	Ouvriers	Manoeu- vres	Gens de maison	Autre personnel de service	Autres actifs	Inactifs	Ensem- ble
1177	1590	300	4813	753	283	308	412	5351	21.495
3,2	3,1	3,4	3,5	3,6	1,7	2,5	3,4	2,0	3,1
98,5	98,5	112,7	97,8	94,8	94,0	92,5	97,0	103,7	100
151,3	135,9	152,6	110,3	101,3	114,1	125,6	120,5	101,3	100
157,6	130,5	133,9	105,1	81,4	111,9	128,8	115,3	94,9	100
131,4	118,2	128,9	107,4	94,6	95,9	108,7	110,7	95,4	100
131,3	122,9	132,6	101,2	88,0	102,4	108,5	114,5	97,6	100
123,6	113,5	123,6	107,9	93,3	106,8	181,0	113,5	120,3	100
113,4	105,2	121,7	106,2	96,9	107,2	156,7	99,0	124,8	100
95,9	95,9	108,1	100,0	91,8	85,7	89,8	102,0	108,1	100
132,9	115,9	152,2	117,0	115,9	86,3	96,6	107,9	97,7	100
107,7	100,0	113,5	96,2	88,5	107,7	101,9	92,3	121,1	100
124,6	114,0	128,2	105,5	95,4	100,0	118,0	107,6	104,6	100
190,1	162,7	145,0	113,7	100,0	84,3	184,2	111,7	56,8	100
18,3	20,7	29,9	51,8	32,9	29,3	19,5	28,0	59,1	100
112,7	103,2	115,3	98,4	86,9	89,5	107,3	96,8	96,3	100
158,4	119,5	134,3	94,7	73,6	97,0	111,9	116,2	78,2	100
140,5	96,8	117,1	63,9	49,4	91,9	86,7	113,3	78,5	100
189,6	120,7	160,3	103,4	64,7	67,2	89,6	167,2	70,7	100
133,5	108,4	126,7	89,5	80,1	120,9	98,4	106,8	126,2	100
137,7	113,0	104,1	79,4	67,8	99,3	98,6	125,3	101,4	100
231,7	95,8	134,1	64,5	34,6	36,4	95,3	136,9	49,5	100
184,1	111,5	127,4	87,9	66,2	58,6	89,2	120,4	70,1	100
177,9	107,0	110,5	84,9	74,4	87,2	94,2	124,4	75,6	100
168,9	109,3	128,0	83,4	63,4	83,0	97,5	124,1	81,2	100
142,8	106,5	122,1	90,4	74,3	86,0	102,0	111,4	88,2	100
145,0	43,1	82,3	29,4	9,8	15,7	23,5	54,9	52,9	100

majorité des boissons, l'augmentation des quantités consommées est plus forte en 1957 qu'en 1956. Les prix sont, dans l'ensemble, restés stables au cours de ces deux années.

Pour les sources d'eaux minérales, le volume des ventes en 1957 est supérieur d'environ 15,5 % à ce qu'il était en 1955, et d'environ 13,5 % à ce qu'il était en 1956.

Pour les boissons gazeuses, les pourcentages d'augmentation sont comparables : 15,4 % de 1955 à 1957, dont 9,5 % de 1956 à 1957.

Quant aux jus de fruits, les quantités consommées sont encore très faibles et d'ailleurs mal connues : elles semblent accuser une augmentation régulière d'environ 30 % chaque année.

II. — LES VALEURS MONÉTAIRES (1)

Plus que les quantités, les valeurs monétaires sont nécessaires à l'interprétation économique d'un poste quelconque de la consommation globale. En ce qui concerne les boissons, la détermination des valeurs présente des difficultés particulières, et souffre d'incertitudes inéliminables dans l'état actuel de notre information.

Les difficultés proviennent de ce que les boissons se divisent en trois grandes masses, qui doivent être évaluées à des prix différents. La première (q_1) est réservée à la consommation familiale des producteurs, et s'évalue aux prix à la production (p_1). La seconde (q_2), commercialisée et consommée par les particuliers chez eux, est achetée aux prix de détail des boissons vendues « à emporter » (p_2). La troisième enfin (q_3), également commercialisée, est consommée hors du domicile, aux prix (p_3) pratiqués par les établissements où elles sont servies (cafés, restaurants, etc.). On connaît assez bien q_1 , p_1 et p_2 ; mais on sait mal ventiler les boissons commercialisées entre q_2 et q_3 et on connaît mal p_3 . Toutes opérations faisant intervenir cette ventilation, et ce prix, entraînent avec elles une incertitude considérable (2). Dans le cadre de cette note rapide, nous avons cherché à les éviter le plus possible.

C'est ainsi que nous avons commenté l'évolution des **quantités** commercialisées à la lumière des seuls prix de détail des boissons « à emporter » (p_2) : procédé légitime puisque p_2 et p_3 varient proportionnellement aux mêmes prix de gros.

Nous suivrons l'évolution des **valeurs** monétaires avec les mêmes éléments. Les quantités commercialisées ont été multipliées par les prix de détail, et les indices du tableau VII décrivent l'évolution de ces valeurs fictives. En procédant ainsi, nous considérons la ventilation des boissons, entre consommations à domicile et hors du domicile, comme inchangée au cours de la période. En fait, comme un glissement s'est produit au bénéfice des cafés et restaurants, les accroissements, traduits par les indices du tableau VII, sont des accroissements minimum.

Nous estimons cependant utile de donner une analyse, même approchée, de la structure des dépenses des Français pour les boissons, et nous avons, mais pour 1957 seulement, fait état des hypothèses les plus vraisemblables touchant la répartition des consommations et les prix des boissons consommées hors du domicile (tableau VIII).

Évolution de la valeur des boissons de 1955 à 1957 (tabl. VII).

La valeur totale des boissons consommées s'est accrue de plus de 21 % durant les deux dernières années. Si l'on ne considère que les boissons commercialisées, l'augmentation dépasse 22 %. Cette augmentation apparaît très rapide. Dans le même temps, les revenus disponibles n'augmentaient que de 18 à 19 % et la consommation totale des particuliers, alimentaire et non alimentaire, de 20 %.

(1) Cf. Tableaux VII et VIII.

(2) On ne peut faire confiance aux enquêtes de budgets de famille car les réponses des enquêtés aux questions concernant les boissons ne sont pas sincères : dans l'enquête I. N. S. E. E.-C. R. E. D. O. C., dont il est rendu compte dans ce même numéro de « Consommation », les dépenses avouées dans les cafés n'atteignent pas le 1/10^e des chiffres d'affaires déclarés par ces établissements.

C'est en 1957, que cette allure plus rapide a été prise, et cela pour toutes les boissons, sauf les eaux-de-vie et les rhums : l'augmentation des dépenses est de 13 % de 1956 à 1957, et de 8 % seulement de 1955 à 1956.

Cet accroissement des valeurs est dû, en partie, à une hausse des prix, plus sensible en 1957 : 8,4 % qu'en 1956 : 3,9 %. Cependant, même à prix constants, l'augmentation des valeurs reste rapide : 8,5 % de 1955 à 1957, dont 3,9 % de 1955 à 1956, et 4,5 % de 1956 à 1957. Elle traduit l'évolution de la quantité ou de la qualité des boissons absorbées.

Chaque catégorie de boissons a sa part dans cette augmentation globale.

Si l'on excepte les jus de fruits, dont le volume est faible, l'augmentation la plus forte est celle de la bière, pour laquelle les dépenses se sont accrues de plus de 27 % en deux ans, sans qu'il y ait eu augmentation des prix.

L'augmentation des consommations de vins précède de peu celle de la dépense totale pour les boissons (près de 9 % de 1955 à 1956, 14 % de 1956 à 1957, soit 24 % en deux ans). Les augmentations des achats de champagne et de vins doux naturels, respectivement de 50 et 60 % de 1955 à 1957, sont les plus remarquables. Mais, de par sa masse, celle des vins courants, 22,5 % est la plus importante, et donne son visage à l'évolution de l'ensemble des boissons.

Dans l'ordre des rapidités d'accroissement, les boissons non alcoolisées viennent ensuite : 20 % de 1955 à 1957, dont 15 % pendant la dernière année, suivies par les apéritifs dont l'augmentation en valeurs (19,4 %) traduit surtout une hausse des prix.

Structure de la consommation de boissons en 1957 (tabl. VIII).

Les achats de boissons pour la consommation à domicile, peuvent être évalués à près de 650 milliards de F. Les vins forment plus de 70 % du total, avec des dépenses s'élevant à 450 milliards de F. Les vins courants absorbent 330 milliards. Le vin reste ainsi la boisson de table par excellence : la bière compte pour 32 milliards seulement, et le cidre pour 10. Grâce aux eaux minérales, les boissons non alcoolisées figurent en bonne place, parmi les achats des ménagères : 32 milliards, soit 5 % des boissons consommées à domicile. Les alcools de bouche et les liqueurs forment 12 % du total des dépenses, les apéritifs 7 %.

Hors du domicile, les dépenses seraient un peu moins élevées : 540 milliards de F. Ce montant correspond au chiffre d'affaires « boissons » des cafés et restaurants, augmenté du « service » ou « pourboire » dont l'usage est maintenant généralisé et approche en moyenne 10 %.

Les vins tiennent, là encore, la première place : 37 % des ventes des débiteurs. La bière est considérée comme la première des boissons désaltérantes : avec près de 120 milliards, elle constitue 22 % de ces mêmes ventes. La part des boissons non alcoolisées serait seulement de 10 %.

Le total des deux premières colonnes du tableau VIII, représente les dépenses effectives des Français pour les boissons : près de 1 200 milliards de F. Avec le café et le thé, ce total passerait à 1 350 milliards. Pour obtenir la valeur totale des boissons consommées, il faut ajouter aux dépenses effectives, la valeur des boissons consommées par les producteurs, sur leur propre récolte, soit environ 60 milliards de F.

Le poste « Boissons » atteint donc 1 400 milliards de F et figure ainsi pour plus de 11 % dans la consommation totale des Français, évaluée à 13 200 milliards en 1957.

TABLEAU VII : PART DE CHAQUE CATÉGORIE SOCIO

Catégorie socio-professionnelle	Exploitants agricoles	Salariés agricoles	Industriels gros commerçants	Artisans	Petits commerçants	Prof. libérales et cadres supérieurs
Nombre de ménages	2831	723	243	894	1120	697
Nombre moyen de personnes par ménage	4,0	3,7	3,6	3,3	3,1	3,6
Effectif (en % du total)	16,9	3,9	1,3	4,7	5,3	3,8
ALIMENTATION						
A. Produits animaux	19,8	3,1	1,5	4,2	6,0	4,4
B. Produits non animaux	14,2	2,8	1,8	4,3	5,9	4,8
AUTRES						
Habillement	12,7	2,4	2,3	4,2	6,5	8,0
Ensemble du logement	12,6	1,9	2,3	4,7	7,9	8,5
Hygiène et soins	14,1	2,3	2,4	4,2	8,1	7,8
Autres dépenses	9,7	1,5	3,1	5,0	9,0	15,0

PROFESSIONNELLE DANS LA CONSOMMATION TOTALE

Cadres moyens	Employés	Contre- maitres	Ouvriers	Manoeu- vres	Gens de maison	Autre personnel de service	Autres actifs	Inactifs	Ensem- ble
1177	1590	300	4813	753	283	308	412	5351	21.495
3,2	3,1	3,4	3,5	3,6	1,7	2,5	3,4	2,0	3,1
5,6	7,3	1,6	25,8	3,9	0,7	1,2	2,1	15,9	100
6,0	7,2	1,6	24,1	3,3	0,6	1,3	2,0	14,9	100
6,8	8,1	1,9	25,7	3,8	0,7	1,2	2,1	16,0	100
9,0	8,8	2,1	24,0	3,0	0,7	1,3	2,4	12,6	100
8,5	7,9	2,0	21,3	2,7	0,7	1,0	2,6	15,4	100
7,7	8,3	1,6	20,1	2,8	0,7	1,1	2,6	16,2	100
11,6	7,6	1,9	19,4	2,2	0,4	1,1	2,7	9,8	100

TABLEAU VIII - DÉPENSES DES PARTICULIERS POUR LES BOISSONS EN 1957

	Achats de boissons consommées à domicile		Dépenses dans les Cafés - Restaurants		TOTAL des dépenses pour les BOISSONS	
	Milliards de francs	%	Milliards de francs	%	Milliards de francs	%
I - Vins						
Vins courants	334,2		102,1		436,3	
Champagnes	14,9		29,3		44,2	
Vins doux naturels	24,4		5,3		29,7	
Autres vins d'appellation contrôlée	76,7		63,5		140,2	
Total : Vins	450,2	69,3	200,2	37,0	650,4	54,6
II - Apéritifs et Vins de liqueurs						
A base de vins	19,3		27,2		46,5	
A base d'alcool	20,9		44		64,9	
Anisés	1,4		11,3		12,7	
Amers	5,9		5,3		11,2	
Vins de liqueurs						
Total : Apéritifs et vins de liqueurs	47,5	7,3	87,8	16,2	135,3	11,4
III - Eaux de vie, Rhums, Liqueurs						
Eaux de vie	27,4		35,8		63,2	
Rhums	14,3		18,3		32,6	
Liqueurs	7,0		6,4		13,4	
Eaux de vie de Fraude	28,8		15,3		44,1	
Total : Eaux de vie, Rhums, Liqueurs	77,5	11,9	75,8	14,0	153,3	12,9
IV - Cidre	9,7	1,5	3,5	0,7	13,2	1,1
V - Bière	32,3	5,0	118,8	22,0	151,1	12,7
VI - Boissons non alcoolisées						
Eaux minérales	28,3		20,2		48,5	
Jus de fruits	2,3		5,3		7,6	
Boissons gazeuses	1,6		29		30,6	
Total : Boissons non alcoolisées	32,2	5,0	54,5	10,1	86,7	7,3
TOTAL BOISSONS COMMERCIALISÉES	649,4	100,0	540,6	100,0	1.190,0	100,0

Annexe

SOURCES DES ÉVALUATIONS POUR 1957

I. — Vins.

Vins courants.

a) Quantités : Vins soumis aux droits de circulation : statistique mensuelle des vins, établie par la Direction Générale des Impôts (Contributions Indirectes) et publiée au « Journal Officiel ».

b) Prix : Observations de l'I. N. S. E. E.

Champagnes et vins doux naturels. — Les renseignements sur les quantités et les prix nous ont été communiqués par l'Institut National des Appellations d'Origine Contrôlée. Ils proviennent pour le Champagne du Comité Interprofessionnel du Vin de Champagne et pour les Vins Doux naturels du Comité Interprofessionnel des Vins Doux Naturels et Vins de Liqueur.

Autres Vins d'Appellation d'Origine Contrôlée. — Les quantités sont obtenues en soustrayant les champagnes et vins doux naturels du total des vins d'Appellation d'Origine Contrôlée soumis aux droits de circulation (statistique mensuelle des vins). Les prix proviennent d'observations fragmentaires (catalogues).

Vins d'Alsace. — Sorties des chais : statistique mensuelle des vins.

Consommation des producteurs. — Déclarations des récoltants : statistique annuelle des récoltes, Direction Générale des Impôts. Les prix sont ceux du vin à la production (I. N. S. E. E.).

II. — Apéritifs et vins de liqueurs.

Les quantités sont déterminées d'après les rendements des divers droits frappant l'alcool pur contenu dans ces boissons et perçus au stade de la livraison au détail. On a observé les prix des principales marques.

III. — Eaux-de-vie, rhums, liqueurs.

Produits commercialisés. — Les quantités sont connues par le rendement des droits sur l'alcool pur. L'évolution des prix est déterminée à l'aide de renseignements provenant des organisations professionnelles : Comité Interprofessionnel du Rhum, Syndicat Général des Fabricants d'Alcool de Pommes, Syndicat Professionnel des Fabricants de Liqueurs.

Consommation des Producteurs. — Déclarations fiscales pour les quantités distillées en franchise.

Fraude. — Voir la publication du C. R. E. D. O. C. précitée. L'évolution de 1956 à 1957 résulte d'une enquête auprès des milieux intéressés et vaut seulement comme tendance.

IV. — Cidre.

Les quantités commercialisées officiellement sont fournies par une statistique mensuelle qui accompagne celle des vins. Le reste de la consommation est mal connu : l'évolution retenue de 1956 à 1957 résulte d'observations recueillies par le Syndicat National des Cidriers.

V. — Bière.

Voir la publication du Syndicat de la Brasserie Française : « Brasserie », 13^e année, janvier 1958, n° 136.

VI. — Boissons non alcoolisées.

Fédération des Sources et Commerces d'Eaux Minérales, Fédération des Fabricants de Boissons Gazeuses, Union Nationale des Producteurs de Jus de Fruits.